

importations aux États-Unis et à subventionner les exportations en provenance des États-Unis, mesures qui, si elles sont adoptées, équivaldraient à une dévaluation du dollar américain?

**L'hon. M. Sharp:** J'ai eu des entretiens avec des délégués américains venus à Ottawa pour discuter du programme relatif à la balance des paiements. D'autres entretiens ont aussi eu lieu entre fonctionnaires du gouvernement canadien et du gouvernement américain. Répondant aux questions des journalistes, j'ai aussi laissé entendre que si les États-Unis instaurent un régime analogue à celui des pays européens, à savoir une surtaxe sur les importations et une ristourne sur les exportations, nous ferions de même.

A mon avis, ce genre d'initiative de la part des États-Unis est regrettable et j'ajoute d'ailleurs qu'on peut en dire autant des autres pays. Les États-Unis ne prennent pas l'initiative à cet égard, ils ne font que suivre un précédent établi en Europe.

**L'hon. George Hees:** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre s'il peut indiquer à la Chambre l'estimation gouvernementale des profits obtenus au Canada par les filiales des États-Unis et rapatriés là-bas depuis le 1<sup>er</sup> janvier conformément au programme de Washington visant à résoudre le problème de sa balance des paiements?

**L'hon. M. Sharp:** Non, monsieur l'Orateur; à mon avis, personne au monde ne connaît actuellement ce chiffre.

**L'hon. M. Hees:** J'ai une autre question, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre si le gouvernement canadien a, le 1<sup>er</sup> janvier ou les jours suivants, informé les États-Unis que le Canada a un déficit annuel au compte courant d'environ un milliard de dollars par rapport aux États-Unis et que, par conséquent, il ne peut être question d'inclure notre pays dans tout programme que les États-Unis entreprendraient pour redresser leur balance des paiements.

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Le gouvernement canadien s'est entretenu, à maintes reprises et de façon prolongée, avec les États-Unis à ce sujet, comme il le fait depuis des années. Les États-Unis admettent que le Canada n'est pour rien dans leurs difficultés en matière de change. C'est pour quoi le Canada occupe une position spéciale et échappe à la plupart des restrictions dont les États-Unis frappent les autres pays.

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

**L'hon. M. Hees:** A-t-on pris cette mesure immédiatement après que le gouvernement des États-Unis a annoncé ce programme?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous dire si la fonction des réserves canadiennes est due presque entièrement au transfert de fonds aux États-Unis ou si elle résulte, dans une importante mesure, du transfert de fonds à d'autres pays?

**L'hon. M. Sharp:** Il est très difficile de donner une réponse certaine à cette question. D'après nos renseignements, les fonds s'écoulaient du Canada aux États-Unis et non ailleurs. Rien n'indique une fuite particulière, ni même une saignée quelconque par suite de transferts à l'extérieur de notre continent.

#### LE RAPPORT SUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. R. A. Bell (Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil privé. Je profite de l'occasion pour lui dire que tous les députés se réjouissent de le voir si bien rétabli de l'intervention chirurgicale qu'il a dû subir. Le président du Conseil privé peut-il dire à la Chambre quand le rapport du groupe spécialement chargé d'étudier les investissements étrangers au Canada sera prêt et s'il sera déposé sur le Bureau de la Chambre au cours de la présente session?

**L'hon. Walter L. Gordon (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député de ses paroles si aimables, mais je ne croyais pas avoir l'air aussi bien rétabli; on verra bien. Le rapport du groupe spécial est terminé. J'espère que le cabinet en sera saisi et en discutera, après quoi je pourrai en dire davantage.

[Français]

#### L'HABITATION

A PROPOS DES MESURES À PRENDRE POUR EMPÊCHER LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT D'AUGMENTER SON TAUX D'INTÉRÊT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances?